

Energie: La BAD veut rétablir les investissements

- 50 milliards de dollars de fonds public-privé à mobiliser pour le secteur

- Le Perg et le programme Noor: des modèles à suivre

COMBLER le gap énergétique est plus qu'une priorité pour la croissance du continent africain. Hier, mardi 24 mai, lors des travaux dédiés à ce secteur en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), à Lusaka en Zambie, les acteurs institutionnels et financiers se sont promis un meilleur engagement dans le renforcement des infrastructures de production dans ce secteur. Cela passera notamment par une meilleure attractivité aux investissements. La BAD, de son côté, a déjà balisé son niveau d'engagements en offrant une visibilité à moyen et long terme sur les capacités financières qu'elle compte mobiliser pour le secteur. «Nous comptons doubler nos engagements et investir près de 12 milliards de dollars sur ce secteur pour les cinq prochaines années», annonce Akinwumi Adesina, le président du groupe de la BAD. Pour le



Avec 17% du coût de développement global de la centrale solaire Noor 1, la Banque africaine de développement est parmi les premiers contributeurs financiers au projet (Ph. L'Economiste)

manager, le déficit électrique est énorme et ralentit la dynamique des économies. Ce gap coûterait au continent quelque 2 à 4% de son PIB annuel. Pour faire sauter ce véritable goulot d'étranglement, les capitaux en seront évidemment pour beaucoup. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie dédiée, «New Deal» pour l'énergie en Afrique, la banque promet d'aider à mobiliser près de 50 milliards de dollars de financements publics

et privés en faveur des projets d'investissement dans le secteur. Elle devrait aussi tripler ses financements climatiques, en les portant à quelque 5 milliards de dollars par an d'ici 2020. Elle contribuera aussi à mobiliser 20 milliards de dollars d'investissements privés et publics pour des actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Le potentiel, notamment dans les énergies vertes, est pourtant bien

DNES à Lusaka, Safal FALL

là: plus de 10 TW de solaire, 350 GW d'hydroélectricité, 110 GW d'éolien, et un surcroît de 15 GW de géothermique.

Au Maroc, l'énergie est devenue le premier portefeuille d'investissement de la banque panafricaine. Elle mise gros dans le déploiement de la stratégie du Royaume dans les énergies renouvelables et contribue, depuis plusieurs années déjà, au financement du Programme d'électrification rurale globale (PERG). «Ce programme a permis au Maroc de rehausser en 20 ans son taux d'accès à l'électricité de 18% en 1996 à plus de 99% à la fin de l'année 2015», explique Yacine Fal, Représentante résidente de la BAD au Maroc. «C'est un exemple qui pourrait servir à d'autres pays du continent pour relever le défi de l'accès à l'électricité à l'horizon 2025», poursuit Fal. Avec Noor 1, l'encours actuel des financements de la BAD dans ce secteur a atteint plus de 9,4 milliards de DH.

Il faut dire que les ambitions de la banque sont grandes. 160 GW de nouvelles capacités à développer, 130 millions de nouvelles connexions et 75 millions de raccordements à établir à l'horizon 2025. □

*Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com*